

LE DESPOTISME CENTRALISATEUR (1)...

Tout gouvernant centralisateur est un despote, tout despote est un centralisateur, ce qui se répercute, pratiquement, dans la structure des nations et dans le respect ou l'offense à la liberté. Voilà un axiome qu'on ne devrait jamais oublier. Pour implanter le despotisme, il faut réunir en une seule main tous les pouvoirs: politiques, administratifs, et, si possible, même économiques. Sans quoi il existerait des forces non soumises, ce qui serait incompatible avec la domination officielle. On utilise même tout ce que la société crée, on en perfectionne et en élargit l'emploi, la technique, la science avec tous les moyens d'information, de domination, de communication, de transport, et le moment arrive où tout est tellement perfectionné qu'il suffit d'appuyer sur un bouton, de donner un ordre, de prononcer une phrase, un mot, pour mobiliser des forces immenses, les mettre en marche et se lancer à la conquête de nations entières, ou à l'instauration d'un nouveau régime politique.

Armée, police, tribunaux, justice, codes spécialement élaborés, tout est mobilisé par le despote, tout est mis en mouvement. Et naturellement, les prisons ne manquent pas, ni les camps de concentration, et de nos jours les hôpitaux psychiatriques pour les protestataires. La moindre opposition est bannie, toute protestation est interdite. Les forces de répression obéissent aux ordres, car c'est leur métier et elles font profession d'arrêter et d'emprisonner, quel que soit le régime: elles sont politiquement neutres. Leur rôle est d'appuyer le pouvoir. D'exécuter même, si on le leur ordonne.

Le perfectionnement de l'appareil centraliste arrive même à un tel point qu'il est inutile de le faire entrer en action. La menace suffit. L'habitude de l'obéissance est entrée dans les mœurs, les réflexes conditionnés sont mobilisés pour un asservissement collectif. La menace suffit, et moins encore que la menace il suffit d'un ordre venu d'en haut, car les peuples ont été pour ainsi dire dressés. L'éducation soi-disant civique, le dressage des esprits, le respect ou l'amour de la légalité, l'influence de la morale officielle divulguée avec tous les moyens d'infiltration dont dispose l'État, tout cela contient, réprime en permanence, annule les élans spontanés, les cris de la conscience, les instincts de liberté, même les sursauts de la peur qui sont un réflexe naturel de défense.

Le centralisme d'État est une entreprise de domestication aux prolongements universels. Nous en avons cité quelques exemples, mais on n'en dénoncera jamais assez les méfaits. Sans le centralisme, pas de despotisme, pas d'asservissement des peuples. Dès que le centralisme apparaît, la liberté et avec elle la dignité et le bonheur des peuples sont en jeu. Mais il ne suffit pas de l'affirmer. Il faut prouver. Nous avons déjà donné quelques exemples historiques et qui remontent loin dans l'histoire, ce qui pourrait reléguer le problème dans une période largement dépassée. Nous citerons donc deux cas plus récents, dont l'un d'eux, même, est actuel.

Dès que Bonaparte, qui avait commencé par être le «*petit caporal*» inconnu, eut, devenu capitaine d'artillerie, commencé son ascension militaire et mené à bien le coup d'État du 18 brumaire, il entreprit, poussé par l'ambition énorme qui l'habitait, la prise de possession de l'appareil d'État. Essayons de suivre les progrès et le déroulement de cette entreprise. Nommé Premier consul après des victoires militaires (Italie, Egypte) qui lui valurent des appuis politiques et des complicités, il commença par sélectionner le haut personnel d'État qui jouait un rôle important et avec lequel il fallait compter. Il élimina ceux des hauts commis qui ne lui inspiraient pas confiance pour leurs idées républicaines auxquelles

(1) Titre de l'extrait choisi par *Anti.mythes*.

ils restaient fidèles; puis il réintégra des personnalités monarchiques qui ne demandaient qu'à le servir. Ensuite, il condamna à la déportation les opposants connus qui désavouaient ses velléités dictatoriales.

Et il commença à «*réorganiser l'administration*».

La première mesure d'envergure nationale fut la nomination, dans tous les départements, de préfets qui, comme il en était des intendants au temps de la monarchie, représentaient le gouvernement central au sein duquel il faisait la loi. Il s'attribua la nomination des conseillers généraux chargés, dans les départements, de la répartition des impôts. Après quoi vint le choix des conseillers préfectoraux, ce qui, naturellement, fut une prérogative du Premier consul. Ce n'était pas fini. Élargissant son domaine d'action, Bonaparte s'attribua le droit de nommer les ministres, ce qui, naturellement, le rendait maître du ministère, si bien que tout ce qui concernait la Justice, les Affaires étrangères, la Marine, les Colonies, les Finances, etc..., fut entre ses mains. Par précaution, il nomma aussi le chef de la police de Paris. Et il s'attribua le droit de «*modifier le sens des lois*», ce qui lui donnait toutes les possibilités d'action.

De fait, la dictature était déjà instaurée, mais le Corse était, en ces matières, un homme prévoyant. Sans doute pour constituer une cour pouvant rivaliser avec celle des rois d'autres nations, une cour impériale, il nomma des hauts dignitaires, et pour organiser une armée qui serait l'instrument de sa politique étrangère, il nomma les grands officiers. A part les juges de paix et de commerce, tous les juges de cours de justice étaient, aussi, choisis par lui. Il en fut de même en ce qui concernait les évêques, et l'Église elle-même fut mise à genoux.

Nous ne pouvons pas raconter par le menu avec quelle habileté, ou quelle brutalité, il devint empereur des Français, fonda l'Empire, fit rédiger le Code qui porte son nom. Son pouvoir s'étendit alors sur toute l'Europe, qu'il mit à feu et à sang. Les guerres napoléoniennes ont coûté environ trois millions de morts. Napoléon a pris, repris des nations comme celles qui composaient la *Confédération germanique* ou l'Autriche, toute l'Europe a tremblé devant lui, il a imposé les régimes politiques qui lui ont plu, détruit, rasé, entraîné malgré eux des peuples entiers.

La *Grande Armée*, qui fut détruite en Russie - et que les Russes appelaient «*l'armée des vingt nations*» - ne comptait pas moins de six cent soixante-dix-huit mille hommes, dont la moitié étaient des étrangers. Partout «*l'ogre de Corse*», comme l'appelaient les femmes françaises, prend en main l'administration d'État. L'histoire bouge, se déplace avec lui, il est le centre du continent européen dont les dimensions évoluent. L'Europe est ce qu'il veut. Son pouvoir, minime lorsqu'il était élève de l'école de Brienne, est devenu colossal. Et non seulement il fait la loi au continent européen, imposant partout sa volonté, mais il rêve. Il projette d'aller conquérir une partie de l'Amérique du Nord, d'arracher l'Inde aux Anglais... Qui sait, si Blucher n'était pas arrivé à Waterloo, ou si l'Europe ne s'était pas unie, jusqu'où seraient allées ses conquêtes?

Tout cela a été possible grâce à l'État dûment centralisé qui a permis la monstrueuse entreprise du formidable conquérant.

On pourra m'objecter que d'autres conquérants, comme Tamerlan ou Gengis Khan, ont fait des conquêtes territorialement aussi importantes ou comparables quant à l'importance des populations subjuguées, et cela est vrai; mais il ne s'agissait pas de pays organisés, ayant une civilisation. Lorsqu'il s'agit de conglomerats humains ayant accédé à une vie stable, organique, l'État est l'arme que les nouveaux maîtres manient contre les populations. Et la centralisation, l'instrument de la victoire.

Nous allons en avoir, dans les grands faits contemporains, une preuve de plus.

Au XIII^{ème} siècle, un petit-fils de Gengis Khan fonda, en Sibérie orientale, où était d'abord passé le formidable maelstrôm mongol, un empire divisé en khanats à la tête desquels se trouvaient des rois ou des princes également mongols. Comme toujours dans ces cas, et poussés par la volonté d'élargir leurs possessions, ils s'opposaient les uns aux autres. Ce qui était alors la Russie non occupée par les conquérants appartenait à de puissantes familles qui ne s'étaient pas fondées sous l'influence de nouveaux modes de production, mais comme conséquence de guerres incessantes. Ces membres de l'aristocratie autochtone vivaient, comme les occupants étrangers, de l'exploitation des terres et des

serfs. Au Sud, leurs possessions étaient limitées par la puissante «*Horde d'Or*» (1). A l'Est, au Nord et à l'Ouest, Tartares et Mongols jouissaient de leurs conquêtes et surveillaient les grands seigneurs russes toujours, eux aussi, opposés par leurs ambitions.

Ceux-ci étaient établis dans la région sud de la Moscovie, et d'autre part les Mongols n'avaient qu'une conception très élémentaire de l'organisation sociale: c'était une race de guerriers, non de laboureurs. Mais ils savaient imposer leur loi dans les régions conquises.

Tout en excitant les rivalités entre leurs ennemis (diviser pour régner), ils s'efforçaient d'assurer l'avenir, en préparant un personnel qui serait à leurs ordres, et auquel ils enseignaient que «*de même qu'il n'y a qu'un soleil dans le ciel, il ne doit y avoir qu'un seul souverain*». Ce souverain, comme bien l'on pense, ne pouvait être que Gengis khan, dont le centralisme élémentaire rejoint la justification de l'absolutisme par la grâce de Dieu, qu'invoquent les rois occidentaux.

Ce personnel se composait des princes moscovites, agents serviles que, du reste, certains historiens russes ont, rétrospectivement, considérés comme des traîtres qu'ils ont énergiquement dénoncés.

Mais les khans ne s'embarrassaient pas de questions morales, pas plus, du reste, que les princes russes. La comptabilité, la surveillance, le calcul des tributs payés, tout cela était indigne d'un guerrier, aussi non seulement les membres de la *Horde d'Or* obligèrent-ils les prisonniers chinois à accomplir cette besogne, mais firent-ils de même avec les princes moscovites.

Entre princes, on peut s'entendre, la nationalité est chose secondaire, et les seigneurs moscovites travaillèrent énergiquement pour les conquérants, dépouillant les paysans, exploitant les artisans et les marchands, leur imposant des amendes et des sanctions, les bastonnant, les châtiant avec la brutalité des mœurs de l'époque. Simultanément, et tout en continuant à se chamailler, ils se préparaient à trahir, un jour ou l'autre, ceux dont ils étaient les serviteurs zélés. «*Leur situation, dit Alfred Rambaud, dans Histoire de la Russie, était privilégiée, car les khans mongols contenaient les princes russes du Nord, et ces facteurs divers leur attiraient des aventuriers. Le tout conseillait une noblesse, s'emparait des terres, gagnait de plus en plus de terrain sur les autres seigneurs féodaux*».

Gaston LEVAL.

(1) Nom donné aux forces mongoles d'occupation dans la région dont il s'agit.